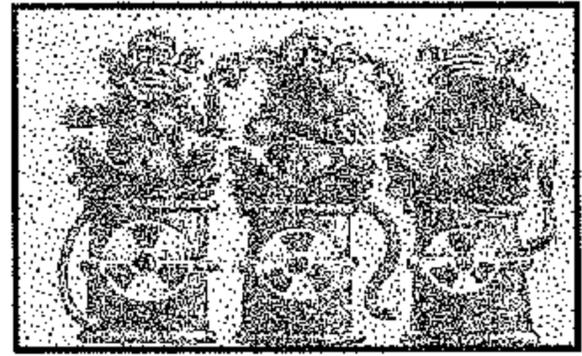


**LIBERTÉ,
EGALITÉ,**



RADIOACTIVITÉ

A grand renfort de publicité et de désinformation, EDF se fait le promoteur (avec le soutien de l'Etat et d'investisseurs peu scrupuleux) d'une politique de l'énergie totalement nucléaire. Des déchets nucléaires radioactifs et dangereux pour des dizaines de milliers d'années, sont transportés et enterrés autour de chez nous sans précautions.

Nos vies sont mises en danger au nom du profit. Des alternatives non polluantes et moins coûteuses pourraient pourtant remplacer progressivement les centrales nucléaires (énergies éolienne ou solaire). Mais ce qui ne rapporte pas n'intéresse aucunement le système capitaliste et ceux qui l'entretiennent pour en tirer les bénéfices.

Il y a actuellement 58 réacteurs nucléaires en France. **Le risque Zéro n'existe pas.** Tout le monde le sait très bien. Et avec les risques de contamination radioactive, il conviendrait de s'inquiéter sérieusement. Si un accident semblable à celui de *Three Miles Island* (USA) ou *Tchernobyl* (URSS) se produisait en France, que feraient les pouvoirs publics ? Probablement comme à Nogent sur Seine en 99, où des exercices de simulation, (déjà rares), avaient prouvé que rien n'était prévu en cas d'incidents graves. Le Japon a également démontré lors d'un accident dans l'une de ses centrales, à Tokai-mura, en septembre 1999, que les ouvriers et la population environnante n'étaient pas à l'abri de contamination radioactive. Mais le plus affligeant de tout ce nucléaro-business, c'est sans doute la remise en route de Tchernobyl en 1999.



Que se passerait-il en cas d'accident nucléaire dans une centrale française ?

Lors d'une manifestation de **Sortir du Nucléaire** le 27 Avril 1996, Michel Bernard, membre de ce mouvement, dévoilait qu'au-delà du plan officiel, existe un plan d'urgence méconnu, chapeauté par les militaires.

Voici un résumé de cette intervention tiré du mensuel **A Contre Courant** (bp 2123, 68060 Mulhouse cedex)

La simulation de Gravelines

Le 13 février 96, les autorités mettaient en œuvre une simulation d'accident à la centrale de Gravelines (*Nord*). Par la même elles démontraient leur incompétence face aux mesures efficaces à prendre dans une telle situation.

Et pourtant il ne s'agissait que d'un petit nuage radioactif fictif (*exercice sur une commune de 300 habitants*) et une préparation médiatique de 6 mois avait eu lieu. La relation de l'opération faite le lendemain par le journal **La Voix du Nord** vaut qu'on s'y arrête. En milieu de matinée (le 13), un camion de pompier passe en annonçant par haut-parleur qu'il faut rester chez soi. Deux employés municipaux passent de maison en maison pour distribuer des bonbons en chocolat en guise de pastilles d'iode. Certains habitants n'ont pas entendu le haut-parleur et font leurs courses. A 11h30, les parents vont chercher leurs enfants à l'école. Personne pour faire rentrer les gens chez eux. Raison avancée : l'heure de l'accident avait été avancée pour surprendre un peu et les

gendarmes n'ont pas entendu les appels des pompiers.

Un autre essai en milieu rural, à St Folquin, tourne à la tragi-comédie : le principal du collège veut bien retenir les élèves mais demande la fin de l'exercice au Préfet car rien n'a été prévu pour assurer les repas.

Et si l'exercice avait concerné une grande ville ? On n'ose y penser.



Les plans officiels

A Lyon, il y a quelques années, une simulation analogue a eu lieu, en pleine nuit, sur un immeuble pris au hasard. Une vraie pagaille ! Le matin, l'immeuble n'était toujours pas évacué. Dans une ville 60 pompiers ont reçu une formation sur les mesures à prendre en cas d'accidents nucléaires. Mais les scénarios envisagés sérieusement ne concernent que les transports de matières radioactives ou un accident à l'intérieur d'une centrale, lequel ne toucherait guère plus de dix personnes. Et il n'y a que dix

lits équipés correctement au service des grands brûlés pouvant accueillir des personnes irradiées.

Autorités et Services de Secours disposent bien d'un plan ORSEC-Rad et d'un plan particulier d'intervention. Les documents auxquels Sortir du Nucléaire a pu accéder expliquent comment les secours doivent s'organiser entre les différents services : ministères, préfectures, pompiers, gendarmeries, centrales nucléaires... Mais rien de prévu en cas d'ouverture d'une soupape pour relâcher un nuage de gaz radioactif alors qu'EDF n'exclut pas de devoir ouvrir ces soupapes en cas de pépin à Creys-Malville ou ailleurs.

N'y aurait-il pas dès lors d'autres plans plus confidentiels ?

Le plan des militaires

Les pompiers ne disposent que de deux consignes en cas d'accident grave :

- 1) passer sous commandement militaire.
- 2) se taire, c'est-à-dire concrètement ne plus utiliser d'appels radios qui peuvent être interceptés par des journalistes.

Tout s'organise au niveau des préfectures qui jouent les grandes muettes. Mais il y a des pistes : Ainsi lors d'une interview le 12-2-94 (ARTE) sur le thème de l'angoisse, un psychologue expliquait qu'en cas d'accident grave avec propagation d'un nuage radioactif, le premier travail des autorités serait de bloquer les médias pour éviter que l'information fuse, puis, en cas d'évacuation nécessaire les militaires

déverseraient des calmants dans l'eau potable.

Enfin, il s'agirait de cacher la vérité le plus longtemps possible pour n'annoncer l'accident qu'une fois trop tard, si bien qu'il ne servirait plus à rien de paniquer. L'objectif est donc de faire en sorte que la population soit résignée, ce qui revient à la condamner.

Peut-on faire autrement ?

Rappelons qu'il y a dix ans, lors de l'accident de Tchernobyl le 26 avril 1986, il a fallu attendre le 12 mai, malgré les démarches réitérées des écolos pour que les journaux titrent sur le mensonge des autorités : le nuage radioactif s'est arrêté à la frontière !! Alors que la presse suisse, allemande et italienne avait donné l'alerte.

Aussi, même si **Sortir du Nucléaire**, grâce à la CRII-Rad, sont équipés de balises de surveillance, en cas d'incident rien ne dit que les journalistes ne s'autocensureront pas comme en 86, terme élégant pour ne pas avouer leur manque d'indépendance.

Le meilleur moyen pour se protéger, c'est donc de s'auto-organiser pour donner l'alerte, car ce sont bien évidemment les premières heures les plus importantes pour se préserver contre un nuage



radioactif, celui-ci contenant de nombreux éléments ionisés dont la durée de vie n'est que de quelques heures, mais dont les atteintes à la santé sont des plus dangereuses. On peut s'organiser chez soi pour s'isoler.

Pastilles d'iode, scotch et eau potable

• Première mesure préventive : se procurer des pastilles d'iode pour éviter les problèmes de thyroïde, en augmentation depuis Tchernobyl. Où les trouver ? Le gouvernement a annoncé il y a peu qu'il en distribuerait dans un rayon de 10 km autour des centrales. En dehors du fait qu'on a du mal à comprendre comment un nuage radioactif pourrait bien s'arrêter au bout de 10 km de ballade, il y a aussi l'effet d'annonce. Celui passé, rien ne vous dit que la distribution sera effective.

En attendant, les pastilles sont stockées par la pharmacie militaire. (Toutefois on peut en commander directement à l'adresse de Sortir du Nucléaire contre 15 f pour un sachet de 10 ou 100 f pour 10 sachets.)

• Autre mesure : stocker une quarantaine de litres d'eau par personne, car rapidement l'eau courant sera coupée ou droguée.

• Avoir du scotch épais pour obturer portes et fenêtres...

Question : combien de temps peut-on rester enfermé sans renouveler l'air vicié ?

Bien entendu ces dispositions ne sont pas sans faille. Le réseau **Sortir du Nucléaire**, s'il a déjà eut l'occasion d'alerter les médias avant les autorités,

ne peut prévenir des milliers de personnes. Il convient alors de se brancher sur une radio libre, moins contrôlée que les officielles.

Mais malgré toutes ces précautions, peut-on vraiment imaginer ce que serait notre vie en cas d'accident nucléaire grave ?

Dix ans après Tchernobyl, les personnes déplacées et les irradiés (600 000) continuent de mourir dans l'anonymat.

ARRETER LE NUCLEAIRE

Pour éviter tout accident, une solution efficace à 100 % : stopper le nucléaire. Certes, cela ne peut se faire du jour au lendemain. Mais en quelques années c'est possible, à condition d'en avoir la volonté politique. Et là, chacun de nous a un rôle à jouer en s'engageant un peu plus dans la lutte antinucléaire de manière à atteindre la "masse critique" nécessaire à un changement de politique du gouvernement.

**Pour soutenir et
participer à la lutte
antinucléaire :**

Stop Nucléaire
c/o Planète Verte
bp 22
54002 Nancy cedex

**Réseau Sortir du
Nucléaire**
9 rue Dumenge
69004 Lyon